



Bénin

Services Financiers Digitaux au Bénin

2014

Faits et chiffres*

Aperçu du secteur

Globalement, le marché des services financiers digitaux au Bénin est à la traîne par rapport à ses voisins. Avec seulement trois fournisseurs de monnaie électronique agréés, dont deux n'ayant reçu leur licence qu'à la fin de l'année 2013, les offres restent très limitées, à la fois en termes de points de service et de produits.

En outre, le marché est de taille relativement modeste et le système de régulation unique encadrant la zone d'action de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine a peut-être poussé les acteurs régionaux à préférer de plus grands marchés, comme ceux de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal.

De plus, à l'exception des institutions de microfinance qui servent de plate-forme pour les banques et les opérateurs de téléphonie mobiles en zones rurales, les réseaux de distribution n'en sont encore qu'à leurs débuts.

Malgré les partenariats, les institutions de microfinance peinent encore à se relever des récents scandales et ne disposent pas des compétences technologiques adéquates pour faire fonctionner les services financiers digitaux de manière indépendante. Le secteur des services financiers digitaux n'a donc pas beaucoup progressé.

10,3 millions

Population totale

20% (dont 7 % via les banques)

Taux d'inclusion financière

1.791 USD

PIB par habitant (PPA)

92%

Taux de pénétration des téléphones mobiles

Principales constatations

Politique et régulation

La BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) permet à un large éventail de fournisseurs de proposer des services financiers digitaux, dont des banques, des institutions de microfinance, des opérateurs de réseaux mobiles et d'autres fournisseurs de services. Toutefois, en pratique, les opérateurs de réseaux mobiles ont choisi de s'allier à des banques pour offrir ces services plutôt que d'obtenir une approbation en tant qu'émetteur de monnaie électronique. Cela leur a permis d'entrer sur le marché des services financiers digitaux sans recourir à des investissements

importants, en restant concentrés sur le gain de parts de marché pour les services vocaux. Bien que la BCEAO examine les contrats de service entre émetteurs et distributeurs, il n'existe pas de régulation en ce qui concerne les agents bancaires. Malgré l'existence d'un intermédiaire régional (le GIM-UEMOA, Groupement Interbancaire Monétaire de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine), les discussions sur l'interopérabilité entre opérateurs de réseaux mobiles n'en sont qu'à leurs prémices.



Consultez notre site web
www.uncdf.org/mm4p



@UNCDFMM4P



Groupe LinkedIn
MOBILE MONEY FOR THE POOR

Infrastructure de distribution

Au Bénin, les routes et les infrastructures des réseaux mobiles sont de très mauvaise qualité. Vers la fin de l'année 2013, des conflits et des problèmes de maintenance entre MTN et le régulateur ATRPT (l'Autorité Transitoire de Régulation des Postes et Télécommunications) ont occasionné des périodes de perturbations sur le réseau mobile, ainsi que des erreurs de traitement des paiements. Même si ces problèmes sont aujourd'hui résolus, cette crise a révélé les faiblesses et la vulnérabilité des réseaux mobiles régionaux.

Fournisseurs

Les 13 banques commerciales ne servent pas un large public et les 56 institutions de microfinance accessibles aux personnes ne disposant pas d'un compte en banque dans les zones reculées n'ont pas les capacités bancaires de base requises pour émettre de la monnaie électronique. Cela dit, les institutions de microfinance permettent aux banques partenaires de couvrir un réseau de distribution plus large et sont un vecteur d'inclusion financière dans le pays. Seuls deux opérateurs de réseaux mobiles sur cinq proposent des services financiers digitaux (MTN et Moov) à plus de 400.000 abonnés, sur des portefeuilles mobiles. Pourtant, les niveaux d'activité restent faibles. Enfin, l'institution de microfinance ASMAB (Association pour la Solidarité des Marchés du Bénin) a obtenu sa licence d'émetteur de monnaie électronique en 2013 et prévoit de développer un service de remboursement de prêt par téléphone portable, en partenariat avec MTN.

Réseaux d'agents

Environ 3000 agents proposent actuellement des services financiers digitaux dans le pays. Au Bénin, les réseaux de distribution sont limités, quels qu'ils soient. La plupart des banques passent par des institutions de microfinance pour offrir leurs services aux populations rurales. Au niveau national, ces institutions de microfinance représentent 75 % de tous les points de service utilisés par les institutions financières. Toutefois, quelques réseaux d'institutions de microfinance notables ont émergé comme plateformes

potentielles de distribution en dehors des villes principales, dont la FECECAM (Fédération des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel) et la PADME (Association pour la Promotion et l'Appui au Développement des Micro-Entreprises). Avec les services postaux, ces entités pourraient contribuer un peu plus à l'inclusion financière dans le pays.

Paiements & transferts

L'offre actuelle comprend principalement des services de transfert d'argent de première génération, même si de récentes initiatives ont commencé à développer des options de paiement de factures et de remboursement de prêts. Les transferts au niveau régional représentent un important flux d'argent qui, s'il était numérisé, pourrait jouer un rôle majeur dans l'assimilation des services financiers digitaux. MTN a récemment signé un accord de partenariat avec Western Union dans 21 pays, dont le Bénin. Cet accord autorise les transferts de fonds sans compte en banque, directement sur un portefeuille MTN. Toutefois, cette solution n'a pas encore été implémentée.

Clients

Le Bénin a un taux de pénétration bancaire très faible (7 % via les banques de commerce) et un taux relativement plus élevé via les institutions de microfinance (20 %). Pourtant, ni les institutions de microfinance, ni les banques n'ont effectué d'étude de marché afin de cartographier et de comprendre les besoins des consommateurs béninois. Au-delà du crédit, pratiquement aucun produit d'assurance ou d'économie formel n'est proposé aux personnes ne disposant pas d'un compte en banque. En outre, plusieurs scandales dans le secteur des institutions de microfinance ont accru la méfiance envers les institutions financières et poussé les consommateurs à réorganiser leurs habitudes financières en dehors de tout canal officiel. Enfin, le taux d'analphabétisme (supérieur à 57 %) ralentit l'assimilation des services financiers digitaux, puisqu'il est pratiquement impossible pour un analphabète d'utiliser une technologie basée sur les SMS ou d'accéder à des informations sur des produits.

Acteurs clés

Législateurs



- BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest)
- ATRPT (Autorité Transitoire de Régulation des Postes et des Télécommunications)

Banques Principales

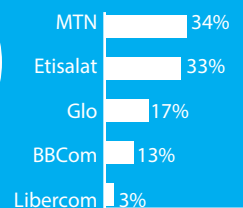
- Bank of Africa
- Ecobank
- Diamond Bank
- United Bank for Africa
- Société Générale



Opérateurs de Téléphonie Mobile



Parts de marché



Fournisseurs de Services Financiers Digitaux

- MTN avec Ecobank
- Moov
- ASMAB (Association pour la Solidarité des Marchés du Bénin)



Pour plus d'informations, contactez François Coupienne, Conseiller Technique UNCDF-MM4P: francois.coupienne@uncdf.org.

Ces informations vous sont proposées en partenariat avec EIB par MM4P, un programme de l'UNCDF en collaboration avec The MasterCard Foundation au Bénin, au Sénégal et en Zambie.

